

**CONTRAT**

**MARCHE DE PRESTATIONS DE TRAITEUR POUR LES BESOINS DE LA  
DIRECTION REGIONALE LYON  
DE FRANCE TRAVAIL AUVERGNE-RHONE-ALPES**

Procédure prévue à l'article R 2123-1 3° du code de la commande publique

**Marché n° 202601TRAITEUR**

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

---

### 1.1 Identité des parties

Le présent marché est conclu entre les soussignés,

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, établissement public administratif (13000548119820) représenté par son directeur régional, Monsieur Michel SWIETON, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 13 Rue Crépet, CS 70402, 69364 LYON cedex 07

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

*indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et courriel*

*Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique, numéro SIRET, numéros de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations objet du ou des marchés publics.*

représentée par :

*indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.*

☐ agissant en qualité de candidat individuel

☐ agissant en qualité de mandataire du groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique, conformément au document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu

ci-après dénommé « le titulaire » d'autre part.

## **1.2 - Modalités de paiement**

En application de l'article VI du présent contrat relatif aux modalités de facturation et en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique, le titulaire indique que les factures sont émises par le mandataire du groupement uniquement.

Dans ce cas, les factures sont obligatoirement transmises à France Travail par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché. Les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'article 1.4 des dispositions particulières du présent Contrat.

## **1.3 - Avance**

En application de l'article VI.1 du contrat, le Titulaire indique :

- ☐ Renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article
- ☐ Ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

## **1.4 - Coordonnées bancaires**

Les sommes dues au titre du ou des marchés publics sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints au dépôt de votre offre..

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché public sont versées sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

### **1.5- Décision de France Travail (rubrique réservée à France Travail)**

**L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail.**

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

- ☐ L'ensemble des lots de la consultation.
- ☐ Le ou les lots suivants de la consultation :
  - Lot n° :
  - Lot n° :
  - Lot n° :
  - Lot n° :

### **1.6 - Notification du marché (rubrique réservée à France Travail)**

**L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail.**

Est remise au titulaire, à titre de notification du marché, une copie du présent Contrat

- ☒ Par envoi par la plateforme de dématérialisation dont le titulaire accuse réception

## **1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **PRÉAMBULE**

France Travail est constitué d'une direction générale et d'une organisation déconcentrée au sein de directions régionales. France Travail Auvergne-Rhône-Alpes est structuré en 2 directions régionales, 12 directions territoriales correspondant aux départements de la région, auxquelles sont rattachées 113 agences (agences de proximité, ou agences spécialisées ou plateformes téléphoniques ou de traitement centralisé). France Travail Auvergne-Rhône-Alpes compte environ 6200 collaborateurs.

France Travail a en particulier pour mission :

- l'accueil et l'inscription des demandeurs d'emploi ;
- le versement des allocations des demandeurs d'emploi indemnisés ;
- l'accompagnement de chaque demandeur d'emploi dans sa recherche d'emploi jusqu'au placement ;
- la participation aux parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- la prospection du marché du travail en allant au-devant des entreprises ;
- l'aide aux entreprises dans leurs recrutements ;
- la production des statistiques nationales de l'emploi.

### **I. OBJET, DURÉE, FORME, ALLOTISSEMENT**

#### *I.1 Objet du marché*

Le présent marché a pour objet des prestations de traiteur pour la confection et la livraison de buffets-cocktails, plateaux-repas et café d'accueil. Dans le cadre de déjeuners de travail et de séminaires et exceptionnellement pour d'autres événements, ces prestations ont lieu à la Direction Régionale Lyon – 13 Rue Crépet – 69007 LYON

La nature et la périodicité des prestations, ainsi que les modalités d'exécution, sont détaillées dans le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Le présent marché est conclu dans le cadre du ou des lots désignés à la rubrique 1.5 des dispositions particulières du présent contrat, parmi les lots indiqués ci-dessous (cf. article I.4)

#### *I.2 Durée du marché*

Sous réserve des dispositions du présent contrat relatives à la résiliation, le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 2 ans, courant jusqu'au 31 décembre 2028, puis reconductible tacitement deux fois, pour une période d'un an, soit une durée maximale de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2030.

La date de prise d'effet du marché est fixée au 02 janvier 2026.

Le service habilité à suivre les commandes passées auprès du titulaire est le service Achats-Marchés.

Aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période en cours du marché en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant décidé la reconduction du marché. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

### I.3 Forme du marché, allotissement :

Le marché est alloti de la façon suivante :

LOTS	DESIGNATION
1	Buffet déjeunatoire (de 10 à 20 personnes)
	Buffet déjeunatoire (21 personnes et plus)
	Buffet festif
	Cocktail apéritif ou de clôture (de 10 à 20 personnes)
	Cocktail apéritif ou de clôture (21 personnes et plus)
	Cocktail festif
2	Plateau-repas (1 à 5 personnes)
	Plateau-repas (6 à 20 personnes)
	Plateau-repas (21 personnes et plus)
	Plateau-repas festif
3	Café d'accueil (environ 12/an minimum) de 10 à 20 personnes
	Café d'accueil (+ de 21 personnes)

Le marché est attribué :

- à 3 prestataires pour le lot 1 (Buffet-cocktail)
- à 2 prestataires pour le lot 2 (Plateau-repas)
- à 1 prestataire pour le lot 3 (café d'accueil/Pause-café).

Sauf si, à l'issue de la consultation, le nombre de titulaires n'est pas suffisant.

Les titulaires des lots 1 et 2 seront sollicités en fonction des besoins et selon les menus proposés mensuellement.

#### Description détaillée du volume annuel de convives pour le lot 1 (Buffet-cocktail) :

Le montant total de chiffre d'affaires 2025 estimatif correspond approximativement 2200 convives/an.

50 % du volume (soit 1100 convives/an) est à répartir entre chaque prestataire selon leur rang.

Ainsi l'attribution des commandes de buffet se répartie comme suit :

- Les commandes du titulaire de rang 1 correspondent à 50 % de la volumétrie globale, soit 550 convives/an
- Les commandes du titulaire de rang 2 correspondent à 30 % de la volumétrie globale, soit 330 convives/an
- Les commandes du titulaire de rang 3 correspondent à 20 % de la volumétrie globale, soit 220 convives/an

Un contrôle est réalisé a minima à 6 mois d'exécution pour vérifier la bonne répartition des premières 1100 convives.

Au-delà des 1100 convives le choix est laissé au libre choix des services prescripteurs, indépendamment du rang de classement.

Il est entendu, que le nombre de convives sert uniquement au calcul de la répartition entre les 3 titulaires. Le nombre de commandes est indépendant du nombre de convives.

Ces modalités de répartition sont reconduites chaque année d'exécution.

Description détaillée du volume annuel de plateaux-repas pour le lot 2 :

Le montant total de chiffre d'affaires 2025 estimatif correspond approximativement 900 plateaux-repas/an.

Ce volume se répartit sur l'ensemble des titulaires selon leur rang d'attribution.

50 % du volume (soit 450 plateaux-repas/an) est à répartir entre chaque prestataire selon leur rang.

Ainsi l'attribution des commandes de plateaux-repas se répartie comme suit :

- Les commandes du titulaire de rang 1 correspondent à 60 % de la volumétrie globale, soit 270 plateaux-repas/an
- Les commandes du titulaire de rang 2 correspondent à 40 % de la volumétrie globale, soit 180 plateaux-repas/an

Un contrôle est réalisé a minima à 6 mois d'exécution pour vérifier la bonne répartition des premiers 450 plateaux-repas.

Au-delà des 450 plateaux-repas le choix est laissé au libre choix des services prescripteurs, indépendamment du rang de classement.

Il est entendu, que le nombre de plateaux-repas sert uniquement au calcul de la répartition entre les 2 titulaires. Le nombre de commandes est indépendant du nombre de plateaux-repas.

Le marché est un marché de prestations à bons de commande, les montants sont calculés sans minimum mais avec un maximum qui s'établit comme suit :

	LOT 1		LOT 2		LOT 3	
Intitulé	Buffet-Cocktail HT	Buffet-Cocktail TTC	Plateau-repas HT	Plateau-repas TTC	Café d'accueil/ Pause-café HT	Café d'accueil/ Pause-café TTC
Montant maximum pour la période ferme (2 ans)	214 308 €	257 170 €	92 996 €	111 595 €	15 417 €	18 500 €
Montant maximum par période de reconduction	107 155 €	128 586 €	46 498 €	55 798 €	7 708 €	9 250 €

## II. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seule foi en cas de contestation :

- le présent contrat,
- le cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT)
- le bordereau des prix,
- le cadre de réponse portant la proposition technique du titulaire,
- la ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement
- la Charte des achats responsables.

Les avenants et les ordres de service, le cas échéant, conclus en cours d'exécution du marché sont également des pièces constitutives.

### III. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

#### III.1 - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

Les quantités de ces prestations sont fixées par bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins de France Travail et ce, jusqu'au dernier jour de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

Afin d'optimiser les délais de traitement, les demandes sont transmises par mail.

Le titulaire en accuse réception, transmet un devis si nécessaire (pour des prestations spécifiques non prévues au bordereau des prix) et confirme la date d'intervention prévue dans un délai maximum de 24 heures ouvrées.

France Travail émet un bon de commande au titulaire pour exécution.

A défaut de réponse du titulaire dans un délai de 24 heures, France Travail transmet la demande à un autre prestataire.

Les bons de commandes, générés par SAP, comportent les mentions suivantes :

- le numéro du marché
- le numéro de fournisseur du titulaire et son SIRET
- le numéro et la date d'émission du bon de commande SAP
- la raison sociale et adresse du titulaire
- la prestation commandée
- le prix figurant au Bordereau des prix
- la quantité
- le montant total de la commande HT et TTC
- le délai d'exécution du bon de commande
- l'adresse de facturation de France Travail
- le cas échéant, les conditions particulières d'exécution de la prestation.

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique, les bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement, désigné au présent Contrat ; ils ne font en aucun cas l'objet d'une transmission directe de France Travail à un membre du groupement autre que le mandataire. En cas de sous-traitance dans les conditions définies à l'article VII.3 du présent contrat, les bons de commande sont transmis au seul titulaire du marché ; ils ne font en aucun cas l'objet d'une transmission directe de France Travail au sous-traitant.

France Travail se réserve le droit d'annuler, à tout moment, un bon de commande.

En cas d'annulation, 48 heures avant la prestation, aucune somme n'est due au Titulaire.

En cas d'annulation, entre 48 heures et la veille du jour de la prestation, France Travail verse 50 % du montant de la commande au Titulaire.

En cas d'annulation, le jour même, France Travail règle 100 % du montant de la commande au Titulaire.

#### III.2 - Bon de livraison

Chaque bon de commande doit faire l'objet d'un bon de livraison. Ce bon précise à minima :

- \* le nom et l'adresse du titulaire
- \* le numéro de la commande
- \* la date et l'heure de livraison
- \* le lieu de livraison



- \* la description de la prestation
- \* la quantité livrée

Celui-ci sera laissé à l'accueil.

### III.3 – Personnels affectés par le titulaire à l'exécution des prestations

Le titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le titulaire prend toute mesure pour que les éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

Le titulaire se conforme strictement la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

### III.4 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental prenant en compte les objectifs de développement durable.

Dans le cadre de cette démarche, le titulaire devra respecter les engagements annoncés dans son offre.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de France Travail.

Chaque titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### III.4.1 – Matériaux utilisés

Dans le cas de prestation sans service, les verres / gobelets et les serviettes doivent être en matériaux recyclés et recyclables.

Dans le cas d'une prestation avec service, la nappe, les couverts, les verres / gobelets et les serviettes doivent être en matériaux recyclés et recyclables ou en verre (les couverts doivent être solides).

Pour le lot 2 (plateaux-repas), le contenant extérieur et les contenants à l'intérieur du plateau-repas (compartiments avec couvercles) devront être en matériaux recyclés et recyclables.

Concernant les lots 1 et 3 (buffet-cocktail et café d'accueil), les verres et les contenants doivent être en vaisselle dure réutilisable ou en matériaux recyclés et recyclables.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

#### III.4.2 – Moyens de transports utilisés

Le prestataire devra privilégier l'utilisation de moyens de transport respectueux de l'environnement lors de la livraison ou de l'acheminement des prestations et de ses employés sur le lieu d'exécution.

### III.5 – Pénalités

France Travail se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les conditions suivantes :

Pénalité de retard	Délai contractuel de livraison dépassé pour les plateaux-repas	Jusqu'à 30 minutes de retard, forfait de 10% du montant total de la commande Au-delà de 30 minutes de retard, forfait de 20% du montant total de la commande.
Pénalité de retard	Retard dans la mise en place du café d'accueil, du cocktail ou du buffet	Au-delà de 30 minutes de retard, forfait de 15% du montant total de la commande
Pénalité pour défaut d'exécution des prestations et/ou manquement aux obligations contractuelles	Mauvaise exécution ou exécution partielle des prestations (non-respect des exigences relatives à la qualité, la nature et/ou la quantité des produits, de présentation non conforme, de non-récupération des déchets, de non-récupération des thermos et autres fournitures utilisées, de personnel insuffisant	Pénalité forfaitaire de 100 € pour chaque infraction constatée
Pénalité pour défaut d'exécution des prestations et/ou manquement aux obligations contractuelles	Livraison non conforme (erreur de produit, non-respect du lieu de livraison, erreur de quantité ou de qualité)	Pénalité forfaitaire de 100 € pour chaque infraction constatée
Pénalité pour défaillance ou inexécution des prestations	En cas de défaillance totale du titulaire sur la prestation	Pénalité de 50 % du montant du bon de commande

L'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités prévues ci-dessus sont plafonnées à hauteur de 500 € par an par lot, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts dans les conditions fixées à l'article IX du présent Contrat.

Les pénalités feront l'objet d'un paiement émis par le titulaire.

L'application de pénalités ne saurait libérer le titulaire de ses obligations contractuelles

### *III.6 - Lutte contre le travail dissimulé*

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public.

Pour ce faire, le titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail à l'adresse suivante : [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com).

Le titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués à la notification et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public les documents suivants :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;

- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Le cas échéant, en cas de modification des coordonnées de la plateforme, France Travail communique les informations au titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire du marché public, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

#### **IV. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE**

##### **IV.1 -Définition de l'engagement**

Sur chaque année d'exécution du marché, le Titulaire du lot 1 (Buffet) s'engage à accueillir pendant une période limitée appelée Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP), un travailleur, demandeur d'emploi ou toute personne en parcours d'insertion pour lui permettre de se confronter à une situation réelle de travail.

Les objectifs de cette immersion consistent à :

- Faire découvrir les métiers ou le secteur du Titulaire
- Confirmer un projet professionnel
- Initier une démarche de recrutement

La PMSMP a une durée minimum d'1 semaine de travail à 1 mois maximum.

##### **IV.2 - Modalités de réalisation de l'engagement**

Toute immersion professionnelle donne lieu à la signature d'une convention PMSMP (site internet : <https://immersion-facile.beta.gouv.fr/> ), établie au moins 10 jours avant le démarrage de la prestation et précisant en particulier :

- les dates de début et de fin de la période d'activité,
- le nombre d'heures de présence et les horaires,
- le lieu de l'immersion,
- les objectifs visés et la nature des tâches confiées,
- le nom et la fonction de la personne chargée d'accompagner le bénéficiaire au sein de la structure d'accueil,

→ les modalités d'évaluation.

#### IV.3 - Modalités de contrôle de l'engagement

Le Titulaire transmet à France Travail annuellement tous les éléments permettant le contrôle de la réalisation par le Titulaire de son engagement d'insertion sociale. Les justificatifs correspondants sont joints.

### V. CLAUSE DE PROGRES ENVIRONNEMENTAUX

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché est mise en place.

Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre de la prestation et la réduction de l'empreinte carbone de la prestation.

Pour ce faire, au plus tard avant la fin du quatorzième mois suivant la notification du marché, le titulaire s'engage à réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objets du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064 ou équivalent, a minima sur les scopes 1 et 2. Ce bilan peut être réalisé à l'aide d'un outil générique en ligne. Le Titulaire propose également un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations du marché.

A l'échéance de la durée de validité du bilan, le Titulaire en présente un nouveau au représentant achat, accompagné d'un nouvel objectif chiffré et d'un nouveau plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations du marché. Ce plan suit les mêmes modalités d'échange et de mise en œuvre que celles définies ci-dessus.

Au plus tard un mois avant la fin de chaque période contractuelle d'exécution du marché, le Titulaire justifie auprès du représentant achat de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de réduction ainsi que de leurs résultats.

### VI. PERSONNEL DU TITULAIRE

#### VI.1 – Personnel du prestataire

Le titulaire doit justifier d'un personnel suffisant pour assurer la bonne exécution des prestations, conformément aux dispositions du CCFT.

#### VI.2 - Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

### VII. PRIX DU MARCHE ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

#### VII.1 - Forme des prix

Le présent marché est conclu aux prix unitaires figurant au Bordereau des prix.

Ces prix sont réputés complets et comprennent notamment, l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement du personnel du titulaire, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique.

## VII.2 - Révision du prix

Les prix mentionnés dans les bordereaux de prix du titulaire sont fermes pour la première année d'exécution du marché et sont révisés annuellement à la date anniversaire, conformément aux dispositions ci-après, sauf dispositions réglementaires contraires (blocage des prix par exemple).

Les prix révisés s'appliquent au premier jour d'exécution des prestations de la période de reconduction.

Ils sont révisés par application au 1er janvier 2027 au prix indiqué au bordereau des prix de la formule suivante sous réserve de non-dépassement d'un plafond maximum d'augmentation fixé à 3%.

### Formule de calcul

$$P = PO \times (T/TO)$$

Dans laquelle :

- PO : Prix initial
- P : Prix révisé
- T : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 56.21 – Services de traiteurs Indice 010766558 (base 2021) du dernier trimestre publié au moment de la révision, N étant l'année de la révision
- TO : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 56.21 – Services de traiteurs Indice 010766558 (base 2021) (indice T4 2024 = 121,1)

Les prix révisés s'appliquent au premier jour d'exécution des prestations de la période de reconduction.

Les prestations du présent marché font l'objet d'une facturation mensuelle et sont obligatoirement accompagnée des statistiques mensuelles de l'activité.

La TVA est appliquée au taux légal au jour de la facturation.

## VII.3 - Modalités de facturation

Les prestations du présent marché font l'objet d'une facturation à la commande.

Le portail Chorus Pro est obligatoire pour l'envoi de vos factures : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Elles portent a minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché
- le numéro et la date du bon de commande SAP
- l'identification complète du titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse, numéro SIRET)
- la date d'émission de la facture
- la nature des prestations facturées
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant
- le montant total TTC

- les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées

Les factures émises par les sous-traitants dans l'hypothèse d'un paiement direct doivent être présentées de manière identique et être, de surcroît, visées par le titulaire avant transmission à France Travail.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le titulaire en informe France Travail par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC ou IBAN du nouveau compte.

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou la date de la constatation de la conformité des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises par chacun des membres du groupement pour les prestations qu'il exécute. Ces factures sont visées par le mandataire qui les transmet à France Travail. Les sommes dues sont versées :

- lorsque le groupement est conjoint sur le compte de chacun des membres du groupement selon la répartition annoncée à l'article « Répartition de l'exécution des prestations » du présent contrat,
- lorsque le groupement est solidaire sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Dans tous les cas, le montant à régler au titulaire est arrêté par France Travail qui notifie, le cas échéant, au titulaire le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte, notamment, des pénalités ou réfections imposées.

## **VIII. DISPOSITIONS DIVERSES**

### *VIII.1- Responsabilité / assurances*

Le titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels à l'occasion de l'exécution du marché public.

Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

Le titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché public.

A la demande de France Travail et à la signature du marché, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

### *VIII.2 - Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique*

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée dans le document de candidature.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique 1.1 des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

### *VIII.3 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance*

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue dans les dispositions particulières du contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées (1).

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.



A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 duodécies du règlement n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant maximum du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

- un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

#### *VIII.4 - Protection des données personnelles*

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à [courriers-cnil@francetravail.fr](mailto:courriers-cnil@francetravail.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

Autres traitements de données personnelles :



Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail. France Travail et le titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

#### *VIII.5 - Modifications relatives au titulaire du marché*

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à France Travail les modifications survenues au cours de l'exécution du présent marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- A la forme juridique de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- Au montant de son capital ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent
- A ses coordonnées bancaires
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications du marché sont ainsi prévues contractuellement, conformément aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

### **IX. CESSIION DU MARCHÉ PUBLIC**

La cession du contrat ne peut être réalisée pour quelque raison que ce soit qu'avec l'autorisation expresse et préalable de France Travail.

Le titulaire qui présente une demande d'autorisation de cession du contrat, présente le cessionnaire à France Travail lors d'une réunion organisée par lui. Il fait parvenir la demande de cession au service gestionnaire du marché, par courrier avec accusé de réception. Pour pouvoir être accepté par France Travail, le cessionnaire devra apporter des garanties financières et professionnelles équivalentes à celles apportées par le titulaire, et justifier de sa capacité juridique à accéder à la commande publique. France Travail fait connaître sa décision dans un délai de 20 jours calendaires à compter de la réception de la demande du titulaire. À défaut, le silence de France Travail vaut refus de la cession.

Si France Travail accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat cédé et s'engage à reprendre intégralement l'exécution de toutes les obligations découlant du contrat.

En cas de méconnaissance des dispositions du présent article par le titulaire, France Travail peut résilier le présent contrat pour faute selon les modalités prévues à l'article relatif à la résiliation du présent contrat.

Dans ce dernier cas, la direction des achats et marchés adresse au titulaire le Document de candidature à compléter par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence et précise les éventuelles pièces complémentaires nécessaires à l'éventuelle acceptation de l'opérateur économique.

## **X. RÉSILIATION**

### *X.1- Résiliation aux torts exclusifs du titulaire*

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du titulaire, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- en cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L 2141-1 à L 241-11 du code de la commande publique, ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- lorsque, lors de l'examen du bilan des actions réalisées en matière d'insertion sociale prévue à l'article V.2 du présent contrat, France Travail constate que le titulaire n'a pas rempli son engagement annuel d'heures d'insertion ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché public est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à date d'effet de six mois à compter de l'injonction de France Travail.
- lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

- en cas d'atteinte du plafond de pénalités fixé à l'article IX du présent contrat.
- Si la révision du marché entraîne une augmentation supérieure au seuil prévu à l'article X.4 du contrat.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que, au choix de France Travail indiqué dans la décision de résiliation, soit le titulaire poursuit, jusqu'à leur terme et dans les conditions prévues par le marché, l'exécution des commandes transmises avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date d'effet de la résiliation sans que celles ayant fait l'objet d'un début d'exécution ne puissent donner lieu à paiement.

#### *IX.2 - Résiliation unilatérale*

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

## **XI. LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes signataire du marché.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant du titulaire :  
(à revêtir du cachet de la société) |

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant de France Travail :